

L'expérience du *Monde diplomatique* en arabe

par Riad Ben Fadhel

Dans le monde arabe, la plupart des expériences de presse différente sont parties d'une volonté militante. La plupart d'entre nous étaient des militants des droits de l'homme, des militants syndicalistes, des militants politiques. Nous avons voulu témoigner et faire de l'observation participante, nous avons voulu poursuivre notre combat d'une autre manière. Nous avons essayé de le faire, au début, avec beaucoup de cœur et de passion, et les projets qui ont tenu ont souvent tenu parce qu'ils ont pu se professionnaliser. Des projets professionnels n'ont pas tenu la route pour des raisons politiques. La question de la professionnalisation de notre métier, pour une presse différente est une question, aujourd'hui, cruciale.

Le Monde diplomatique en arabe est un projet qui a démarré en mai 1988. Nous étions une équipe de chercheurs, d'intellectuels, d'économistes, et nous avons jusqu'alors, par dépit, beaucoup plus investi l'espace de la résistance palestinienne que celui de nos propres contradictions nationales.

L'idée de lancer ce journal est partie d'un défi de Claude Julien qui nous a proposé de tenter ce pari complètement fou. En mai 1988, nous avons démarré sur la base d'un protocole avec *le Monde* puisque *le Monde diplomatique* n'est pas une entité juridique autonome. Nous avons passé un contrat d'une concession pour *le Monde diplomatique* en arabe qui stipulait que 75 % de la matière rédactionnelle seraient une traduction du *Monde diplomatique* en français et que 25 % ne seraient pas traduits. En tant que rédacteur en chef, j'avais la liberté totale de décider quels étaient les 25 % que je pouvais éliminer pour les remplacer par un cahier arabe spécifique. Avec la pratique, le cahier

arabe a fini par passer à 50 %. Nous avons donc fini par traduire à peine la moitié du *Monde diplomatique* et par avoir notre propre espace rédactionnel qui s'est étendu à la moitié du journal ; c'est-à-dire 16 pages sur 32. Ce qui permettait de développer des problématiques différentes, alternatives, et pour être direct, progressistes et démocrates. Nous avons abouti à ce résultat vers la fin de l'année 1989.

Nous avons pu développer ce journal tout en étant confrontés à des réalités de censures très diverses. Le problème d'une expérience comme *le Monde diplomatique* en arabe est très simple. *Le Monde diplomatique* en français n'exporte que 20 à 25 % de son tirage. Le marché réel du *Monde diplomatique* est le marché français. C'est un journal atypique dans le monde de la presse en France. Sa force est d'avoir un marché captif en France qui lui permet de se développer à l'étranger ; en Amérique latine, à une certaine époque, et aujourd'hui, beaucoup plus dans le monde arabe, puisque la situation de la démocratie en Amérique latine a évolué.

Notre problème de fond pour l'édition arabe était très simple. Pas un marché ne nous permettait d'avoir une diffusion de plus de 5 000 exemplaires. Nous avions des contraintes d'ordre marchand, mais souvent, en plus, des services nous étaient imposés. Au Maroc, nous avions un service de 3 000 exemplaires. Nous l'avons poussé à 4 000 à un moment donné, mais c'était compter sans la censure. *Le Monde diplomatique* en français paraissait bien avant l'édition arabe, puisqu'on avait presque huit à dix jours de décalage. Si bien que du Maroc, on m'appelait à Tunis : « *Monsieur Ben Fadhel, le Monde diplomatique en français a fait paraître tel article, comptez-vous également le publier ?* » Mon interlocuteur restait très courtois avant d'ajouter : « *en tant que rédacteur en chef, vous avez le droit d'éliminer 25 % de la matière rédactionnelle. Je vous donnerais un conseil amical : faites passer à la trappe cet article sur le Maroc.* » Et donc, très vite, à partir de novembre 1988, nous avons demandé au *Monde diplomatique* à Paris de rajouter une clause dans le contrat qui stipulait que tous les articles traitant du monde arabe et islamique ne devaient pas faire partie des 25 % que pouvait éliminer le rédacteur en chef. Je crois qu'il n'y a pas un seul contrat – qui est en principe un document liant deux parties – qui ait été autant diffusé que ce contrat-là, en Syrie, à Tunis, partout. Chaque fois que l'on me demandait d'user de mon droit de sélection, je sortais le contrat et ce paragraphe qui me dégageait de toute responsabilité. Souvent, quand il y avait des articles dérangeants pour *le Monde diplomatique*, cahier arabe, on commandait des articles sur des thèmes porteurs. On publiait l'article gênant juste à côté pour qu'il passe inaperçu.

L'Algérie ne nous a jamais interdits. En Tunisie, nous avons été saisis une seule fois, pour un papier qui n'était pas de nous. C'était un

papier sur l'Algérie où on faisait un parallèle entre la situation algérienne et tunisienne. Le mot « Général » nous a valu de passer à la trappe, le président tunisien n'aimant pas se rappeler qu'il a été un bon technicien de l'ordre. En Egypte, à propos des affrontements entre coptes et musulmans, nous avons été interdits deux fois. Au Liban et en Syrie, pour être très franc, c'était assez spécial : pour avoir l'aval des Libanais il fallait d'abord avoir celui des Syriens. Lorsque nous avons l'accord syrien, nous envoyions un chronopost avec une copie de l'accord syrien, et en général, on avait l'accord des Libanais dans les 24 heures.

Au Soudan, nous avons également été interdits. Les pays du Golfe ont fait très fort, en particulier le Koweït où nous avons été saisis six fois. Nous avons même été interdits en juin 1990, deux mois avant l'invasion du Koweït, à cause d'un papier sur l'Irak qui rappelait les crimes irakiens sur la population kurde. Nous avons fait un grand papier sur les barrages, sur les Arméniens, sur les Kurdes dans le monde arabe, et on avait attaqué les Irakiens d'une manière assez directe. Les Koweïtiens aussi nous ont interdits ; sur la base d'un protocole qui faisait que les pays de la région échangeaient leurs informations et censuraient d'une manière assez équitable les informations qui pouvaient déranger les uns et les autres. Au Maroc, on a été interdits trois fois : pour une simple carte, pour Serfaty et pour un article sur la Grande Mosquée.

En fait, lorsqu'il parvient à pénétrer un marché, *le Monde diplomatique* en arabe se vend. Nous n'avions pas de problème d'écoulement de notre produit, mais à cause de ces interdictions nous avons du mal à arriver régulièrement dans les kiosques. Malgré ces problèmes, le journal a tenu. Nous avons un tirage annoncé et réel de 32 000 exemplaires. Nous avons peut-être eu tort d'annoncer nos vrais tirages par rapport à la presse transnationale qui avait fait le choix de s'expatrier, soit à Paris, soit à Londres. Elle pouvait annoncer des tirages complètement farfelus, mais ces publications avaient fini par devenir des supports de régie publicitaire, plutôt que de vrais journaux.

Nous avons fait un choix de rester sur place et nous le maintenons, même si ce choix peut paraître naïf. L'URSS était en train de changer, le monde était en train de changer, et le monde arabe ne pouvait que changer, c'était notre conviction. Il y avait eu la place Tien an Men qui nous renforçait dans nos convictions, l'Intifada démarrait ; enfin, les Territoires occupés prenaient leur sort en main. Et puis on a vu qu'on s'était trompés. Tout le monde a changé sauf le monde arabe.

Même la guerre du Golfe a été quasiment digérée : on le paiera, on le paye déjà, mais la capacité de résistance des régimes arabes est très importante. Le même événement en Amérique latine aurait fait exploser les régimes en place. La guerre des Malouines a fait sauter le verrou

militaire en Argentine. Chez nous, rien de tel. Nous avons des chefs d'Etats qui sont au pouvoir depuis 1953 pour le Roi Hussein, depuis 1961 pour le Roi du Maroc, depuis 1971 pour Hafez El Assad. Des pouvoirs qui durent depuis trente, quarante ans... cela n'existe plus, nulle part ailleurs.

Notre choix de rester sur place, nous l'avons donc assumé, nous continuons à l'assumer. *Le Monde diplomatique* est beaucoup plus, pour nous, un forum qu'un organe de presse. Il nous protège par son rayonnement.

Ce qui n'a pas empêché que l'invasion du Koweït et les préparatifs de la guerre nous ont porté un coup fatal et que nous avons fini par être interdits dans la plupart des pays du monde arabe puisque nous avons pris une position de principe contre l'occupation irakienne. Donc, nous avons été interdits en Mauritanie et au Soudan. L'Irak nous avait interdits depuis le début, donc la question était réglée. Par contre, les Libyens qui nous avaient aussi interdits nous ont dit ensuite qu'ils avaient hésité sur leur position au sujet de la guerre du Golfe, et ensuite ils nous ont fait savoir qu'on pouvait de nouveau revenir sur leur marché. Mais le mal était fait. Plus tard quand nous avons pris position contre l'Alliance, et pour une solution arabo-arabe, nous avons été interdits dans tous les pays du monde arabe qui avaient soutenu l'Alliance ou qui y participaient : Egypte, pays du Golfe, Syrie donc Liban, Maroc. Nous n'avons continué à être diffusés que dans quatre pays ; ceux qui avaient pris des positions médianes : la Jordanie, le Yémen, l'Algérie et la Tunisie. Mais ces quatre marchés n'étaient pas suffisants pour amortir les frais de production du journal. A ce moment-là nous avons pris la décision douloureuse de cesser de paraître. Je crois que nous avons fait un bon choix. *Le Monde diplomatique* en arabe a cessé d'être diffusé en décembre 1990. La première formule a donc duré de mai 1988 à novembre 1990.

Malgré tout, pendant les trois années qui ont suivi nous avons continué notre travail en organisant des colloques, des rencontres, dans un espace qui se rétrécissait de plus en plus : l'espace de la démocratie en Tunisie.

En janvier 1994, après un tour de table financier, c'est-à-dire essentiellement les copains, nous avons réussi à remettre un peu de « fraîche » dans cette opération, et nous avons relancé *le Monde diplomatique* édition arabe, sur une base trimestrielle, avec un format différent, de la quadrichromie et aussi la volonté d'être plus professionnels.

Il y a à ce sujet une autre question que j'aimerais soulever. Pendant deux ans et demi et aujourd'hui encore, *le Monde diplomatique* édition arabe a été un vrai forum d'expression, mais ça a été aussi pour moi, une grande frustration personnelle. J'ai beaucoup moins écrit qu'auparavant, pour permettre à d'autres d'écrire dans le journal, et avec un

ami, nous nous sommes quasiment transformés, en super secrétaires de rédaction. Aujourd'hui, cette expérience fait de moi beaucoup plus un gestionnaire qu'un journaliste. Je maîtrise les coûts du papier, je sais quelle plaque il faut acheter. Le journal est un forum, mais pour tenir, je suis obligé de connaître les combines de l'Agence de coopération canadienne parce que les Canadiens peuvent nous donner du papier à titre gracieux, ou je dois avoir des connaissances à la Direction du Livre au quai d'Orsay. Je finis par devenir un financier et un technico-commercial, plus qu'un journaliste.

Je voudrais revenir au problème du contrôle et de la censure. Les pays arabes ont compris l'importance des réseaux de distribution. Aujourd'hui, ce qu'on ne peut pas censurer d'une manière directe, on le censure de manière indirecte. Pour censurer *le Monde*, par exemple, une des techniques les plus efficaces, lorsqu'un papier est gênant, c'est de retarder la diffusion du journal de trois ou quatre jours. Pour une raison très simple : personne ne peut acheter trois ou quatre *Monde* par jour, le pouvoir d'achat du lecteur type ayant baissé. Les pays qui importent de la presse d'une manière assez massive, utilisent tous les stratagèmes possibles pour ne pas dire qu'ils interdisent un journal. *Libération*, par exemple, a été censuré pendant des mois suite à un papier sur la Tunisie, et la Société de Presse tunisienne a imposé à *Libération* (qui n'y a vu que du feu) de doubler son prix. Aujourd'hui, *Libération* est vendu en Tunisie à 1 200 millimes, *le Figaro* à 650 millimes et *le Monde*, 850 millimes (une baguette de pain coûte, 120 millimes...). Ce problème est crucial pour nous. Par exemple, nous avons réussi à avoir l'accord pour distribuer *le Monde diplomatique* en Jordanie, mais la dévaluation du dinar jordanien est une catastrophe.

Je crois que la presse arabe doit faire des choix. Notamment celui de se professionnaliser et de développer des partenariats : je pense à cette possibilité entre la presse algérienne, la presse tunisienne et toute cette presse alternative qui a besoin d'une véritable réflexion sur les moyens de se développer dans le monde arabe. Si les journalistes veulent être porteurs d'une parole différente et contribuer au changement ; parce les Arabes ne peuvent pas continuer à fonctionner comme cela, sinon on va droit au mur. Nous devons donc essayer de réfléchir sur les moyens de professionnaliser nos différents supports.

Dernier point : la question palestinienne a été capitale, pour la plupart d'entre nous. Je parle de la famille d'opinion à laquelle j'appartiens. C'était l'un de nos principaux soucis politiques, l'un de nos principaux combats. Pourquoi ? Parce qu'en tant que journalistes arabes on ne pouvait pas parler de certaines violations des droits de l'homme, de sujets tabous, si ce n'est en écrivant entre les lignes : « *la plupart des pays arabes ne sont pas démocratiques* » etc., au lieu de dire tout net que tous les pays arabes ne sont pas démocratiques. Dans ce contexte

Histoires de journaux

nous nous sommes souvent défoulés sur Israël. C'était très facile, parce que là, c'était du pain béni, on ne risquait rien.

Et bien, je crois que ce qui est intéressant dans le processus de paix, c'est que pour nous l'abcès de fixation israélien et du conflit israélo-arabe, y compris dans son prisme palestinien, ne pourra plus servir d'alibi à la presse arabe.

DEBAT

SAMIR KASSIR Il y a quelques mois est mort Salah Jdid. C'était l'homme fort de la Syrie avant Assad, il croupissait en prison depuis 1970. Il est mort donc en 1993 et les Syriens ne l'ont pas su, en tout cas pas les Syriens qui ne sont pas des professionnels de la politique ou des journalistes. J'ai pu le constater quand, recevant des amis syriens à Beyrouth, j'ai été stupéfait d'apprendre qu'ils n'étaient pas au courant d'un événement aussi important. La rétention d'information, voilà à quoi sert le contrôle sur la presse dans le monde arabe. Pour autant, ce contrôle ne permet pas automatiquement des manipulations plus complexes. Nous avons eu, il y a quelques années, un exemple particulièrement net, du décalage qu'il peut y avoir entre la presse officielle et l'état de l'opinion. Il s'agit de l'enterrement d'Abou-Jihad, en avril 1988, qui s'est transformé en manifestation de soutien à l'OLP, et à Yasser Arafat, une manifestation à laquelle participèrent des centaines de milliers de Syriens, malgré six ans de campagne anti-palestinienne très accusée. Autre exemple où la propagande officielle n'a pas fonctionné : la guerre de Golfe, même s'il est vrai qu'il n'y a pas eu de débouché politique au dissentiment manifesté à l'égard du discours du pouvoir.

En écho à ce que disait Riad Ben Fadhel à propos de la cause palestinienne, j'admets que c'est peut-être un dévouement de la presse arabe. Mais ce qui est difficile à admettre c'est qu'on essaie de faire porter aux Palestiniens tous les silences de la presse arabe. J'aimerais rappeler ici deux expériences que je connais bien pour y avoir participé et qui prouvent le contraire. Je pense à *Al-Yom Assabeh* (Le Septième Jour), un hebdomadaire qui était financé par l'OLP, et qui a constitué l'une des expériences les plus intéressantes de la presse arabe depuis vingt ans. Cet hebdomadaire, qui paraissait à Paris, a interrompu sa parution à cause de la guerre de Golfe. Je pense, aussi à *la Revue d'études palestiniennes* qui a représenté un autre jalon important, quoique pour un autre public. C'est dans *la Revue d'études palestiniennes* qu'on a pu lire depuis treize ans les critiques les plus acerbes et les plus aiguës mais en même temps les plus réfléchies sur beaucoup de problèmes du monde arabe contemporain, et non seulement sur le conflit israélo-arabe. S'il faut absolument un bouc émissaire, cherchez-le ailleurs que chez les Palestiniens, et ailleurs que dans la contradiction israélo-arabe.

Il a été question tout à l'heure de la presse alternative. En réalité, nous avons moins besoin aujourd'hui d'une presse alternative que d'une grande presse. L'expérience la plus riche de toute l'histoire de la presse arabe depuis les années 70, c'est *al-Hayat*, le quotidien panarabe à

financement saoudien qui paraît à Londres et qui est imprimé dans différentes capitales arabes. Je connais les limites d'*al-Hayat*, je sais qu'il n'est pas fiable sur l'Arabie Saoudite, sur le Golfe, sur l'Irak – pendant la crise du Golfe, il n'était pas possible d'y trouver les discours de Saddam Hussein. Mais, malgré tout, je pense qu'*al-Hayat* fait tout les jours la démonstration que la presse arabe est entrée dans une étape nouvelle. Ce journal fait un travail considérable dans la formation et le modelage des mentalités arabes et spécialement, c'est là son importance, dans le Golfe. Non pas grâce à ses articles politiques, mais dans son approche d'un journalisme polyvalent, dans le regard relativement « libre » que, média moderne, il est amené à porter sur l'actualité, sauf quand il s'agit de la famille royale saoudienne ou de l'Irak. Toujours grâce à la manne saoudienne – le paradoxe continue –, il y a maintenant une autre expérience intéressante, dans l'audiovisuel cette fois-ci. C'est la MBC. Là encore, les limites sont connues, le travail de désinformation auquel cette chaîne peut se livrer est parfois patent. Mais, quand on réfléchit sur le moyen terme, on ne peut s'empêcher de voir dans un média qui tranche radicalement avec la plupart des télé arabes, un effet bénéfique dans le modelage des mentalités, et spécialement là où on en a le plus besoin, en Arabie Saoudite et dans le Golfe. C'est donc de patrons de presse que nous avons le plus besoin, et peut-être plus que de journalistes.

CARLOS GABETTA Je préfère le mot indépendant et pas alternatif pour la presse, il y a un peu d'orgueil dans l'idée de parler de presse alternative, être à part, différent. Je crois qu'on est submergés dans un monde, même s'il ne nous plaît pas, et il faut accepter certaines de ses règles. Je préfère parler de presse indépendante ou bien de journalistes indépendants, parce qu'il y a aussi la question de l'attitude personnelle.

J'ai une expérience assez large de la presse indépendante, depuis la presse militante chez moi en Argentine et dans plusieurs pays latino-américains, jusqu'à l'expérience des dernières années de *Politique Hebdo* où l'on s'amusait le lendemain du bouclage à vider les sacs où il y avait des chèques de dix francs de nos lecteurs qui voulaient nous soutenir. J'ai suivi de près les premières expériences du *Monde diplomatique* en espagnol, etc. Dans ma vie je suis très fier de peu de choses, mais il y en a une dont je suis très fier, c'est d'avoir toujours été un journaliste indépendant. C'est-à-dire dès que je n'ai pas pu dire ce que je voulais dire, j'ai quitté mon boulot. Je ne dis pas que c'est toujours ce qu'il faut faire, il y a des endroits où l'on ne peut pas toujours dire ce que l'on veut, mais il y a quand même une latitude dans laquelle on peut agir. Pour ce qui concerne la possibilité de bâtir avec d'autres une presse indépendante, je voudrais vous soumettre quelques-unes de mes conclusions.

La première, c'est que vu la tendance à la concentration de la presse, nous devons apprendre à gérer nos propres projets. C'est peut-être la seule issue mais comment faire ? C'est d'abord un défi professionnel parce que nous devons comprendre que la presse est une industrie. Nous, journalistes, nous avons tendance à mépriser les aspects industriels, financiers de la gérance, nous croyons, et c'est pour cela que nous sommes souvent victimes de nos patrons, nous croyons qu'il s'agit simplement d'écrire, de raconter son histoire, tandis que bâtir un journal, une radio, une chaîne de télévision, c'est une chose très complexe dont il faut avoir le métier. Il faut apprendre à gérer, à faire des calculs financiers, connaître l'industrie, l'imprimerie, le papier, les aspects artistiques, maquette, photos, et les aspects purement intellectuels du journalisme.

Une autre conclusion que j'ai tirée de ma vie professionnelle, on doit être d'abord journaliste et deuxièmement militant, idéologue, on doit faire un journal et pas un parti politique. On a vu hier un film de Robert Fisk, même si on n'est pas d'accord avec certains aspects, c'est un modèle d'objectivité, il allait d'un côté à l'autre, Palestine-Israël, et à chaque instant il avait la capacité de recueillir les témoignages contradictoires, la réalité est comme ça, contradictoire, elle est globale. Avec *le Monde diplomatique* en espagnol, c'est mon dernier projet, je suis en train de devenir de moins en moins journaliste, de plus en plus gérant, et chercheur, je ne dis pas bailleur, mais chercheur de fonds et je sens que je suis dans le bon chemin parce que je n'ai pas commencé à chercher des journalistes mais de l'argent. Nous avons créé une société anonyme avec un gérant, un président, j'ai commencé par accepter que je n'étais pas le propriétaire, j'avais eu l'idée simplement. La presse est une industrie et il faut accepter certaines règles, à condition, bien entendu, que vos financiers soient d'accord pour mettre de l'argent dans un projet qui en principe n'est pas commercial. Mais là-dessus j'ai beaucoup insisté, je voulais aussi que financièrement nous arrivions à équilibrer notre budget dans des délais précis. Il faut avoir une attitude professionnelle et il faut accepter certaines lois du marché, pas toutes, parce qu'on est dedans et qu'on ne peut pas s'en passer.

PAUL BALTA A propos des communications que nous venons d'entendre, je voudrais quand même dire combien *Lamalif* était un lieu, pas seulement un journal mais un lieu de rencontres. La maison même de Zakia Daoud était une galerie, c'est chez elle que j'ai découvert l'école marocaine de peinture, ça fait partie des choses qui comptent dans une carrière.

Notre confrère se plaignait de faire un rôle de secrétaire de rédaction, d'abord c'est un beau rôle mais je pense qu'il fait plus que ça, c'est un rôle de directeur-rédacteur en chef, d'animateur, trouver du papier pas

Histoires de journaux

cher, faire arriver à vendre, c'est aussi une façon de soutenir le débat. C'est vrai que parfois on est frustrés de ne pas écrire, mais je crois qu'il y a des moments où permettre aux autres d'écrire, permettre à un organe de vivre, est au moins aussi important que d'écrire.

UN INTERVENANT ARABE En tant que journalistes il faut qu'on reste indépendants et libres ? La question est de savoir comment. Il faut trouver le moyen tout seul. J'ai des obligations vis-à-vis du financier qui m'avance de l'argent pour lancer un journal et ces engagements sont quelquefois politiques et moraux ; ils constituent un danger pour l'indépendance et la liberté de la presse.

Même en France, les journaux ne sont pas à 100 % indépendants. *Le Figaro* est financé par certains groupes, il est obligé de servir leurs intérêts et c'est pareil pour les autres. Comment trouver une formule magique qui à la fois nous garantisse la liberté, l'indépendance, et en même temps la survie de notre publication. Est-ce que c'est possible ? Je me le demande, en tant qu'exemple concret d'une faillite... Et maintenant je lance un autre journal en arabe à Paris, je ne sais pas, on verra...

YVES DAUDU Je signale que Sisyphe est un héros méditerranéen...